

CRITIQUE DE LA BASE THÉORIQUE DE LA TACTIQUE MARXISTE

RÉFORME ET RÉVOLUTION

Ce qui était valable hier dans la tactique marxiste ne l'est plus aujourd'hui, ce qui était révolutionnaire (inconséquent) hier est réformiste aujourd'hui. C'est ce que le parcours des réformes indique: hier, c'était les ouvriers qui se *réformaient* aux dépens du capitalisme, aujourd'hui c'est le capitalisme qui se *réforme* aux dépens des ouvriers.

L'essence du marxisme est la critique des fondements du capitalisme. Le marxisme s'est formé au milieu du 19^e siècle, alors que la féodalité était encore puissante et que le capitalisme était encore faible, mesquin; les circonstances étaient telles que les contradictions marquantes du capitalisme étaient mieux visibles qu'à notre époque, l'exploitation était tellement forcenée, tellement barbare que même des bourgeois éclairés et les inspecteurs d'usine s'en inquiétaient; les crises économiques se succédaient à un rythme rapide, etc.; le revers de la médaille était que le capitalisme ne s'était pas complètement extirpé de la féodalité, n'avait pas vraiment pris son envol et, par suite, beaucoup d'aspects secondaires devaient disparaître (voir Engels). Seule l'Angleterre se présentait comme un pays pleinement capitaliste et elle usait et abusait de son monopole pour corrompre les ouvriers. L'objectif [du mouvement ouvrier] d'évincer la féodalité se mêlait inextricablement à l'objectif d'éliminer le capitalisme¹.

La tactique "marxiste" qui fut aussi la nôtre dans le passé suit un schéma unique et "universel", elle est prônée par des groupes aussi disparates que la LRT trotskiste, le PTB pro-chinois, le PCB pro-soviétique, les marxistes-léninistes pro-albanais, etc.: défense "acharnée" des réformes et agit-prop sur le socialisme qui améliorera radicalement et définitivement la condition des ouvriers. Le socialisme pris comme modèle est, selon les goûts, celui de la Yougoslavie, de Cuba, de la Chine, de l'URSS et des démocraties populaires, d'Albanie. Autour de ce schéma directeur s'articulent de multiples développements mineurs n'ayant pas d'effets pratiques notables: le "contrôle ouvrier" pour les trotskistes, la "violence révolutionnaire" et la "lutte de classe radicale" pour les marxistes-léninistes, etc.

Selon nous, la tactique marxiste (sans guillemets) est à différencier de la tactique "marxiste" (avec guillemets).

Nous ne revenons plus sur les conséquences de la tactique marxiste (sans guillemets) et des réformes acquises, la question qui subsiste est celle-ci: l'agit-prop qui enrobe la lutte pour les réformes entraîne-t-elle des comportements, des attitudes particulières de la part des ouvriers qui en subissent l'influence ? Pour les trotskistes ou, dans une moindre mesure, pour les communistes du PCB, l'agit-prop est discrète. Par contre, les marxistes-léninistes en font un usage courant à haute intensité qui mérite un commentaire, d'autant que nous avons à régler des comptes avec notre passé. Leur tactique dérive de ce qui a été expérimenté en Allemagne et en Russie fin du 19^e - début du 20^e siècle et qui a été systématisé dès la fondation de l'Internationale Communiste. Faisons un retour dans le passé vers la tactique marxiste (sans guillemets).

Le Parti allemand conduit par Kautski et comprenant une aile gauche représentée par Liebknecht et Luxemburg fut le premier grand parti ouvrier à se référer au programme marxiste et il fut aussi le premier grand parti ouvrier à sombrer dans le réformisme et le chauvinisme. Faute de bien connaître son histoire, notre incursion sera brève. La question des réformes fut l'objet d'un vif débat entre l'aile gauche du Parti et l'aile droite menée par Bernstein (au début d'ailleurs, Kautski paraissait appartenir à l'aile gauche, peu importe ici). Bernstein défendait déjà le réformisme tel que nous le connaissons. Que lui a répondu Rosa Luxemburg ? Pour elle, les réformes telles que les lois sur la protection ouvrière n'ont rien de socialiste:

Lorsque Bernstein pose la question de savoir si telle ou telle loi de protection ouvrière contient plus ou moins de socialisme, nous pouvons lui répondre que la meilleure des lois de protection ouvrière contient à peu près autant de socialisme que les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz – qui relèvent aussi du contrôle social (Œuvres I, éd. Maspero, p. 38).

¹ Plusieurs auteurs, comme Rosanvallon, tentent d'identifier le marxisme avec les théories bourgeoises avancées de l'époque. Les Écolos ne font rien d'autre lorsqu'ils assimilent le socialisme au "productivisme".

En reconnaissant cependant que les réformes s'inscrivent dans le sens du développement social, elle met le doigt sur la contradiction que nous avons déjà relevée: *Il [l'État] assume sans doute des fonctions d'intérêt général dans le sens du développement social; mais ceci seulement dans la mesure où l'intérêt général et le développement social coïncident avec les intérêts de la classe dominante. La législation de protection ouvrière, par exemple, sert autant l'intérêt immédiat de classe des capitalistes que ceux de la société en général* (Ibidem, p. 39). La législation sociale n'a rien de socialiste – c'est exact –, mais elle va dans le sens du développement social, elle contente les ouvriers, l'État et les capitalistes. C'est vrai, mais il y a matière à confusion ! Où réside alors l'opposition entre les réformistes et les révolutionnaires ?

Laissons de côté l'amélioration immédiate de la situation des ouvriers, puisque l'objectif est commun aux deux conceptions, celle du Parti et celle du révisionnisme, la différence entre ces deux conceptions peut alors être définie en quelques mots: selon la conception courante, la lutte politique et syndicale a une signification socialiste en ce sens qu'elle prépare le prolétariat – qui est le facteur subjectif de la transformation socialiste – à réaliser cette transformation. D'après Bernstein la lutte syndicale et politique a pour tâche de réduire progressivement l'exploitation capitaliste, d'enlever de plus en plus à la société capitaliste ce caractère capitaliste et de lui donner le caractère socialiste, en un mot de réaliser objectivement la transformation socialiste de la société. Quand on examine la chose de plus près, on s'aperçoit que ces deux conceptions sont absolument opposées. Selon la conception courante du Parti, le prolétariat acquiert par l'expérience de la lutte syndicale et politique la conviction qu'il est impossible de transformer de fond en comble sa situation au moyen de cette seule lutte, et qu'il n'y parviendra définitivement qu'en s'emparant du pouvoir politique. La théorie de Bernstein part du préalable de l'impossibilité de la conquête du pouvoir pour réclamer l'instauration du socialisme au moyen de la seule lutte syndicale et politique (Ibidem p. 45-6).

Le programme immédiat étant identique, tout se joue sur le but final et l'expérience négative du capitalisme. Or, justement, le sort des ouvriers s'est en quelque sorte transformé à l'intérieur du capitalisme et du coup, le programme révolutionnaire ne répondait plus à la réalité; quant au programme réformiste, il est tout à fait utopique en ce qui concerne l'accession au socialisme.

Par conséquent, l'intérêt de la bourgeoisie en lutte contre la féodalité et contre des aspects rétrogrades du capitalisme primitif lui-même rejoint en partie celui du prolétariat. De plus, les réformes accélèrent la croissance du capitalisme, c'est-à-dire que les conflits de classe qui ne dépassent pas la mesure agissent comme un aiguillon du capital. C'est ce que les réformistes s'efforcent depuis longtemps d'expliquer à des capitalistes sceptiques au début et puis compréhensifs (voir Engels).

La démarcation entre la tactique réformiste et révolutionnaire se réduit parfois à peu de choses:

- lutte plus radicale pour les réformes (mais les anarcho-syndicalistes et les chefs des trade-unions [syndicats anglais réformistes] peuvent aussi être très radicaux);
- montrer les limites et propager le but final (mais si les limites reculent, le but final ne reculera-t-il pas aussi?).

Il faudrait que les ouvriers se désintéressent des réformes, les considèrent comme accessoires pour se livrer à des actions révolutionnaires. Tous les marxistes ont dû se pencher longuement sur les réformes, sur la tactique. Pourquoi ? La réponse va de soi: le prolétariat s'y est fort intéressé et, qui plus est, a finalement préféré la méthode douce réformiste à l'opération chirurgicale révolutionnaire. La comparaison entre l'Allemagne et la Russie nous éclaire mieux, puisque les ouvriers allemands ont opté pour le réformisme et les ouvriers russes ont suivi une voie révolutionnaire. Le contraste entre ces deux pays est d'autant plus surprenant que Lénine avait le Parti allemand pour modèle. Dans "Que faire ?", Lénine cite Kautski à propos d'une question véritablement centrale: comment faire pour que les ouvriers abandonnent la voie réformiste? Par eux-mêmes, ils tomberaient spontanément dans le réformisme, lequel semble posséder un pouvoir de séduction considérable, puisque Kautski n'y a pas échappé non plus, bien que prémuni et non ouvrier ! Suivons Kautski à travers Lénine qui le cite, et puis nous suivrons Lénine lui-même.

SPONTANÉITE ET CONSCIENCE

Kautski insiste sur la séparation entre le mouvement ouvrier spontané et la conscience socialiste, il prend l'Angleterre comme exemple: *Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classes [...] engendrent directement la conscience de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience. [...] La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique* (cité par Lénine, O.C., T5, p. 390).

Il précise aussitôt: *Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois [...]*

Que des intellectuels révolutionnaires soient nécessaires à la révolution, nul ne peut le nier – encore faudra-t-il préciser leur rôle. Que leur présence soit une garantie de succès, c'est tout à fait contestable. Pourquoi est-ce que les intellectuels bourgeois anglais ne sont pas venus au secours de la classe ouvrière ? Il est probable que la société anglaise tout entière s'engageait dans le réformisme à la faveur de sa place privilégiée dans l'économie mondiale et il est aussi probable que ce sont les ouvriers qui résistaient le plus à l'embourgeoisement et au chauvinisme (voir Engels, "Préface à la Situation de la classe laborieuse en Angleterre"). L'Angleterre sans les intellectuels bourgeois ou l'Allemagne avec les intellectuels bourgeois n'ont pas connu un destin fort dissemblable du point de vue de la marche victorieuse du réformisme; quant à l'ampleur de la réaction, l'Allemagne a été supérieure à l'Angleterre, si l'on peut dire. La force attractive du trade-unionisme repose sur des phénomènes larges et complexes, qu'une propagande éclairée sur le but final ne peut circonvénir.

Dans d'autres passages de "Que faire ?", Lénine nous renseigne sur quelques actions du Parti allemand:

[Il] intervient dans tous les domaines et dans toutes les questions de la vie sociale et politique: lorsque Guillaume refuse de confirmer un progressiste bourgeois élu maire (nos économistes n'ont pas encore eu le temps d'apprendre aux Allemands que c'est là, à vrai dire, un compromis avec le libéralisme !), et lorsqu'on fait une loi contre les images et les ouvrages "immoraux", et lorsque le gouvernement fait pression pour obtenir la nomination de certains professeurs, etc., etc. (T5, p. 450).

Lénine veut attirer l'attention des militants sur l'opportunité de réagir contre toutes les formes d'oppression quelles que soient les classes qui en sont les victimes. Les exemples qu'il choisit sortent effectivement du cadre étroit de la lutte économique des ouvriers, mais ils entrent dans les objectifs traditionnels des mouvements petits-bourgeois démocrates et n'apportent aucune réponse aux questions que nous nous posons. Acceptons toutefois l'objection que nos données sur le Parti allemand sont trop fragmentaires et penchons-nous sur le Parti russe à partir des ouvrages de Lénine devenus des classiques: "Que faire ?" et "Les deux tactiques...".

Lénine reprend les thèses de Kautski:

- la classe ouvrière est spontanément trade-unioniste, quoiqu'elle soit attirée spontanément par le socialisme;
- les intellectuels bourgeois viennent avec leurs connaissances pour que le mouvement ouvrier mène la lutte politique et théorique, en plus de la lutte économique qu'elle mène déjà elle-même (T5, p. 382 et 390).

L'analyse du mouvement ouvrier spontané comporte toujours la même contradiction que nous avons remarquée chez R. Luxemburg. Lénine insiste longuement sur l'importance d'introduire la politique révolutionnaire dans la classe ouvrière, de la détourner du mouvement spontané, mais il est confus lorsqu'il essaie d'expliquer ce qui rétrécit l'esprit des ouvriers. D'une part, pour lui, la lutte économique est d'emblée trade-unioniste (réformiste): *Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non encore social-démocrate [...]* (Ibidem, p. 32).

Rappelant l'intervention de social-démocrates russes dans la lutte économique par des tracts de dénonciation: *Ces divulgations (à condition d'être convenablement utilisées par l'organisation des révolutionnaires) pouvaient servir de point de départ et d'élément constitutif de l'action social-démocrate; mais elles pouvaient aussi (et même devaient si l'on s'inclinait devant la spontanéité) aboutir à la lutte "uniquement professionnelle" et à un mouvement ouvrier non social-démocrate* (Ibidem, p. 408.)

Il confirme que la lutte économique peut servir deux camps différents, antagonistes, puisque la *politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière* (Ibidem, p. 436).

D'autre part, en apprend que le militant social-démocrate se comporte souvent en secrétaire de trade-union: *Considérez le type de cercle social-démocrate le plus répandu depuis quelques années, et voyez-le à l'oeuvre. Il a des "contacts avec les ouvriers" et s'en tient là, éditant des feuilles volantes où il flagelle les abus dans les usines, le parti pris du gouvernement pour les capitalistes et les violences de la police. [...] À dire vrai, l'idéal du militant, pour les membres d'un pareil cercle, se rapproche la plupart du temps beaucoup plus du secrétaire de trade-union que du chef politique socialiste* (Ibidem, p. 432).

Le but qu'il se fixe est justement *d'élever la politique trade-unioniste de la classe ouvrière [...] au niveau de la politique social-démocrate* (Ibidem, p. 438). Il précise: *la tactique révolutionnaire, loin de méconnaître les tâches trade-unionistes de la social-démocratie, est seule capable d'assurer ces tâches* (Ibidem, p. 410).

La limite entre le trade-unionisme et la politique révolutionnaire dans la lutte économique paraît infime, imperceptible, du moins sur le plan théorique. Quelques années auparavant, Lénine lui-même vantait les grèves économiques: *Toute grève contribue puissamment à orienter les ouvriers vers l'idée du socialisme, de la*

lutte menée par la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital. Il est arrivé souvent qu'avant une grève importante, les ouvriers d'une fabrique, d'une industrie, d'une ville donnée ne savaient presque rien du socialisme et n'y pensaient guère, mais qu'après la grève, les cercles et les associations se multipliaient parmi eux, tandis qu'un nombre sans cesse grandissant d'ouvriers devenaient socialistes (T4, p. 325).

En réalité, en Russie, la lutte économique spontanée se heurtait à la répression, à la haine active de la bourgeoisie, il n'est pas question de réformes, et les ouvriers qui, au départ d'une grève, se souciaient seulement d'améliorer leur sort immédiat devenaient des anti-tsaristes irréductibles. Il s'ensuivait que la lutte économique en Russie avait un autre caractère que la lutte économique en Angleterre ou en Allemagne pendant ces mêmes années, elle agissait comme un ferment *spontané* progressiste, anti-féodal et anticapitaliste.

Nous sommes à la fin des années 1890, lors des premières grandes vagues de grèves qui permirent aux sociaux-démocrates de s'implanter dans la classe ouvrière russe. Puis, les révolutionnaires se rendirent compte que les grèves ne suffisaient pas à améliorer le sort des ouvriers et encore moins à renverser le tsarisme. Sans doute qu'en même temps, la bourgeoisie commençait à se montrer plus complaisante envers les revendications modérées et qu'elle commençait à entrevoir la possibilité d'utiliser les ouvriers comme masse de manœuvre pour ses propres desseins.

Cependant, une lutte qui, en Allemagne, devenait une lutte réformatrice restait encore, en Russie, un mélange de lutte révolutionnaire embryonnaire et de lutte réformatrice embryonnaire.

La tactique préconisée par Lénine dans "Que faire ?" ne modifie pas directement la tactique pour la lutte économique, elle tient compte de deux facteurs:

- un facteur fondamental, permanent: la lutte politique pour le socialisme est un préalable pour réaliser les objectifs essentiels (T5, p. 398);
- la conscience du mouvement ouvrier s'est élevée depuis la vague de grèves des années 90, il est désormais indispensable de l'approfondir, de l'élargir à l'ensemble de la société; il faut même envoyer des détachements dans les autres classes, ce qui n'était pas possible avant (p. 421, 434 et 439).

Lénine est par ailleurs persuadé que *la législation du mouvement ouvrier ne profitera pas en fin de compte aux Zoubatov [chef du syndicat jaune], mais à nous-mêmes* (Ibidem, p. 466). Ce n'est pas l'avis de Luxemburg pour l'Allemagne. Dans "Que faire ?", c'est le second facteur qui mobilise l'imagination de Lénine. Sur la liaison des réformes avec le but final, il n'apporte aucun élément nouveau, il faudra attendre 1905.

Après la défaite de la révolution de 1905, Lénine se penche à nouveau sur la lutte économique dont il se sert pour établir le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat, il insiste alors sur le *lien indissoluble* entre la grève économique et la grève politique et tait ses appréhensions sur le trade-unionisme, puisqu'il distingue:

- les grèves défensives (*où les ouvriers résistent à une aggravation des conditions de vie introduite par les capitalistes*);
- les grèves offensives (*c'est-à-dire celles où les ouvriers réclament une amélioration de leurs conditions de vie et de travail* (T19, p. 339).

Quelle différence avec le trade-unionisme ?

Pour aller plus loin, nous devons revenir aux explications de Kautski et de Lénine sur l'incapacité du mouvement ouvrier spontané à s'élever par lui-même à la conscience social-démocrate. Laissons la parole à Lénine: *Mais pourquoi – demandera le lecteur – le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus amplement élaborée et possède infiniment plus de moyens de diffusion* (T5, p. 393).

L'explication est boiteuse; la preuve en est que le Parti bolchevik a pris le pouvoir avec quelques milliers de membres, sans avoir pu exercer une influence profonde sur les larges masses de travailleurs, notamment par les médias; les événements objectifs ont fait énormément pour tirer la population de la voie réformatrice. En Allemagne, par contre, où le parti et les syndicats marxistes comptaient des millions de membres, où la presse révolutionnaire se faisait entendre dans tous les coins du pays, le réformatisme s'est imposé. De toute façon, selon le marxisme, c'est principalement – non uniquement – la situation objective de telle ou telle classe qui explique fondamentalement son comportement. Les ouvriers sont des exploités incrustés dans la division du travail capitaliste, ils en sont réduits à accomplir des tâches parcellaires, ils dépendent du capitalisme pour leur vie quotidienne. Leur condition particulière d'exploité manuel, borné, attaché à la production capitaliste détermine en même temps et l'antagonisme et la conciliation, selon que l'exploitation ou l'identité est la plus apparente.

Qu'une telle classe ne puisse par elle-même absorber toutes les connaissances acquises par la société s'explique simplement, surtout si l'on se reporte à cette époque. Cependant, tout cela reste encore vrai aujourd'hui, pour l'essentiel, car si l'ouvrier est plus cultivé, les sciences et les connaissances en général sont immenses et de plus complètement dispersées. Par conséquent, il faut des intellectuels bourgeois (ou petits-bourgeois) pour apporter aux ouvriers les connaissances scientifiques débordant du cadre de l'usine; jusqu'ici, cela paraît relativement logique.

Puis viennent deux questions: comment les ouvriers pourront-ils assimiler les sciences tant que leur condition les empêche d'être actifs intellectuellement ? Que vaut cette classe à qui on destine un avenir fabuleux et qui n'a même pas de dirigeants en son sein – ou si peu – et qui doit aller les chercher dans une autre classe ? Ces questions sont d'autant plus pertinentes que, dans le passé, les révoltes d'esclaves et de paysans n'ont pas abouti, seules les classes exploiteuses, favorisées par la division du travail, sont parvenues à substituer un mode de production à un autre².

Revenons en Russie. Les intellectuels révolutionnaires ont trouvé du répondant chez une minorité d'ouvriers, des ouvriers qualifiés le plus souvent, tandis que la grande masse restait relativement passive eu égard aux grands choix politiques et stratégiques. Cela confirme bien que la propagande se situant hors de l'expérience directe, immédiate n'exerce d'effet que sur les couches d'ouvriers plus cultivées, moins écrasées par le travail productif. Les masses ouvrières ont opté pour la révolution lorsque toute la vie économique, sociale, politique capitaliste a fait faillite, lorsqu'elles ont été entraînées dans un tourbillon unique qui les a sorties de l'usine (guerre mondiale, chômage, crise...). Elles ont arraché des conquêtes étonnantes, dépassant de loin tout ce que les ouvriers des autres pays avaient pu obtenir. Mais lorsque la stabilité est revenue, vers le milieu des années 30, la classe ouvrière est retombée dans une certaine apathie, elle a fait une apparition massive à l'occasion du mouvement stakhanoviste et pendant la guerre de 40-45 avant de se taire pour longtemps.

Par la propagande, par la *liaison* des réformes au but final, on répond aux intérêts de certaines couches d'intellectuels et d'ouvriers et, dans des circonstances *singulières* comme Lénine les a qualifiées lui-même (T33, p. 491), cela conduit à la révolution. La révolution soviétique est plutôt l'exception qui confirme la règle et les problèmes ont été reportés, non résolus, bien que l'expérience soviétique soit précieuse pour trouver les solutions.

Dans les pays occidentaux, les ouvriers se sont détachés de la lutte économique pendant de courtes périodes, et souvent il ne s'agissait que d'une minorité (juste après la guerre 14-18, pendant la guerre 40-45, par exemple). L'I.C.³ a essayé de transposer l'expérience soviétique à nos propres conditions (voir notamment les 21 conditions d'admission et les résolutions sur la tactique). Elle a su rassembler certaines couches importantes d'ouvriers, mais elle n'a pas réussi à menacer le pouvoir capitaliste, et elle a finalement contribué à ce que tous les ouvriers bénéficient de réformes et non plus seulement les ouvriers privilégiés. Après la guerre 40-45, il est devenu visible à l'oeil nu que les intellectuels et les ouvriers cultivés désertaient progressivement le marxisme – le processus a commencé avec la social-démocratie réformiste –, privant la classe ouvrière de ses *chefs naturels*. Ne tournons pas autour du pot. La bourgeoisie a eu l'occasion (l'argent) de céder devant les revendications économiques et démocratiques du mouvement ouvrier, du fait qu'elle pillait le monde entier; la propagande révolutionnaire la plus ardente et la plus sincère n'y a rien fait, la classe ouvrière s'est intégrée dans le capitalisme, sa condition a évolué grâce à l'application du programme marxiste immédiat.

Par conséquent, Kautski avec sa conscience apportée du dehors n'a pu empêcher que la classe ouvrière des principaux pays capitalistes se contente de la lutte trade-unioniste qui a aménagé son sort à l'intérieur de la société capitaliste. L'unité capital-travail a été la plus forte jusqu'à présent, il a fallu que la bourgeoisie russe s'empêtre dans la guerre, la crise, la famine... pour que les ouvriers se mettent en mouvement de façon indépendante, conduits par les bolchéviks et construisent une société qui s'est transformée en peu de temps en une société bureaucratique ayant des bases communes avec le capitalisme. Peut-on se fonder sur des circonstances exceptionnelles pour établir une tactique générale ? À supposer même qu'une situation révolutionnaire se crée, peut-on espérer faire mieux que la Russie avec une classe ouvrière moins bien préparée ? C'est pourtant ce que font les "marxistes" de notre époque.

² La révolution soviétique de 1917 est à ajouter à la liste, mais elle est cependant allée plus loin, ce qui est aussi un signe des temps.

³ I.C.: Internationale communiste.

INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET LUTTE SYNDICALE

Un passage du "Que faire ?" s'attache au noeud de la question: *De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, il ne s'ensuit nullement que la lutte économique (= professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, "décisifs" des classes ne peuvent être satisfaits, en général, que par des transformations politiques radicales; en particulier, l'intérêt économique capital du prolétariat ne peut être satisfait que par une révolution politique remplaçant la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat (p. 398).*

Les intérêts économiques sont essentiels, les ouvriers n'y touchent pas, ils mènent la lutte syndicale pour vendre avantageusement leur force de travail. Pour le marxisme, il faut avoir le pouvoir politique pour influencer sur les intérêts économiques essentiels. En Russie, les bolcheviks ont dépossédé les capitalistes et planifié l'économie en consultant les ouvriers, mais les ouvriers ont continué grosso modo à concevoir la lutte comme avant. En réalité, les ouvriers placés au coeur des intérêts économiques essentiels n'y touchent pas parce que ces intérêts économiques sont aussi un peu les leurs. Sinon, ils y toucheraient ! Dans quelle mesure, dans quelle direction, cela dépend, il est vrai, du rapport de force politique et toute décision vitale exige au préalable le pouvoir; lorsque les ouvriers ont cassé les machines, ils ont touché à la production pour défendre les métiers, voire les corporations: cette lutte ne visait pas à obtenir l'une ou l'autre réforme (du moins certaines de ces luttes), c'est seulement par après que les ouvriers ont accepté les machines et tout ce qui s'ensuit et se sont lancés dans la lutte professionnelle. *Ne pas toucher aux intérêts économiques essentiels* est devenu un dogme profondément nuisible, illogique servant aussi bien les réformistes que les dogmatiques. Cette position se comprenait dans le passé quand les ouvriers voulaient sortir d'une condition pitoyable, conquérir un minimum de liberté pour pouvoir s'occuper d'autre chose que de la survie au jour le jour; aujourd'hui, cette position est inacceptable.

CONCLUSION

Avant, la lutte pour les réformes possédait des aspects progressistes, mais elle était menée de deux manières différentes: réformiste ou révolutionnaire. La différence entre les deux tactiques n'était pas le fait que les révolutionnaires liaient la réforme au but final – ils ont échoué –, mais qu'ils la menaient plus énergiquement, de manière plus unitaire, qu'ils s'en servaient pour développer des qualités propres au prolétariat; ce faisant, les révolutionnaires assuraient une réalisation plus rapide et plus complète des réformes⁴. Alors que les réformistes, plus modérés, cédant sans cesse devant la résistance des capitalistes, alléchés par la *paix sociale*, ont fait traîner l'évolution du sort des ouvriers. Aux yeux de ceux-ci, et objectivement, la démarcation n'était pas très nette, les deux tactiques semblaient viser au fond les mêmes objectifs immédiats, ce qui ôtait beaucoup de pertinence à la liaison avec le but final; de plus, la tactique réformiste, plus lente, semblait parfois moins coûteuse. Cette sorte d'identité de vues explique probablement les confusions que nous avons relevées à propos du trade-unionisme, du réformisme dans la lutte économique.

Nous avons l'avantage d'arriver lorsque tout a été dit, sanctionné par l'Histoire: le schéma marxiste n'a pas suffi à bouleverser de fond en comble la société capitaliste. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut abandonner tout espoir d'y arriver ou qu'il faut rejeter le marxisme, – les conquêtes parlent d'elles-mêmes, pour peu que l'on ne fasse pas la *petite bouche* (au nom de quoi pourrions-nous déprécier nos prédécesseurs ?); *le projet marxiste n'est pas suffisant*, voilà ce qui en découle. Continuer à défendre tel quel ce projet maintenant que le capitalisme est développé et que la classe ouvrière est *civilisée*, revient à prolonger la division du travail capitaliste, la soumission des ouvriers à l'exploitation, quelles que soient les bonnes intentions.

Dans la lutte traditionnelle pour les réformes, la démarcation entre réformistes et révolutionnaires s'est éteinte, il n'en reste que des traces; telle lutte pour une réforme peut être mieux menée, plus instructive ou plus corporatiste, elle n'en reste pas moins dans le sillage du capitalisme, elle se détermine par rapport au capitalisme (*Comment en tirer plus ?*) et non par rapport au socialisme. Les marxistes *modernes* versent généralement dans la surenchère revendicative, ils n'ont pas d'autre démarcation avec le réformisme; ils lient ainsi encore plus les ouvriers au capitalisme, à la *société de consommation*. Il faut en effet manquer de tout sens critique vis-à-vis de l'utilité présente du salaire, du temps libre, de la productivité, etc., pour

⁴ C'est ce qui s'est produit en URSS, mais la proximité de l'absolutisme et du corporatisme a fini par paralyser la société (en Suède, c'est autre chose qui se déroule). À nouveau, on ne peut expliquer tout par les réformes, d'autres facteurs plus puissants ont joué. En ce sens, Lénine a raison de mettre l'accent sur la politique; d'une manière générale, on ne peut que lui donner raison.

avancer les mêmes revendications que dans le passé et lutter en copiant maladroitement les révolutionnaires du passé. Et quand sens critique il y a contre la productivité, l'intensification du travail, etc., c'est alors pour verser dans un corporatisme qui n'arrange pas les choses et qui ressemble à s'y méprendre à la situation de l'URSS. Le refus justifié des nouvelles organisations du travail, des machines plus contraignantes encore est rétrograde, corporatiste, s'il a pour ambition de revenir à l'exploitation ordinaire. C'est mobiliser des forces, mettre en branle des masses ouvrières pour la défense d'une forme dépassée du capital contre une forme plus moderne, c'est se mettre à la remorque de certaines tendances de la bourgeoisie et des réformistes (attachés aux vieilles industries) dans un combat perdu d'avance.

L'attitude "radicaliste" manifeste un esprit de vengeance contre les exploiters, non pour les éliminer, mais pour les imiter, se rapprocher de leur mode de vie, creuser une petite place dorée dans l'esclavage.

Les couches des intellectuels et ouvriers qui ont été attirées par le programme marxiste mêlaient les objectifs démocratiques bourgeois et socialistes, ce qui explique qu'elles ont perdu pied lorsqu'une partie du programme s'est avéré applicable sans bouleversement socialiste. Le programme alternatif (socialiste) qui s'élaborera représentera les *masses ouvrières se désaliénant*.

Les masses ouvrières se désaliénant: qui sont-elles, où sont-elles ? Ce n'est actuellement qu'une vue de l'esprit (2004).